



► LE BSIF DIVULQUE LE  
RSE DES RÉGIMES DE  
RETRAITE PRIVÉS  
FÉDÉRAUX.....2



► LIGNE DIRECTRICE B-10  
SUR L'IMPARTITION D'ACTIV-  
TÉS, DE FONCTIONS ET DE  
MÉTHODES COMMERCIALES  
.....3



► FONDS PROPRES ET PRÊTS  
HYPOTHÉCAIRES INVER-  
SÉS.....4

○ NUMÉRO 1 | ○ VOLUME 3 | ○ PRINTEMPS 2009



# Pilier

DU BUREAU DU SURINTENDANT DES  
INSTITUTIONS FINANCIÈRES CANADA (BSIF)

Julie Dickson sur ce qui rend la réglementation efficace

*Extrait de l'allocution présentée à la rencontre du printemps 2009 de l'American Bar Association, le 18 avril, à Vancouver, Colombie-Britannique.*

La situation du secteur financier mondial exige de nouvelles initiatives énergiques – des initiatives qu'ont adoptées les pays du G20, le Comité de Bâle et le Forum sur la stabilité financière (FSF).

Ces initiatives sont issues d'importantes discussions, dans lesquelles le Canada a joué un rôle de premier plan. Il a été convenu que les organismes de réglementation doivent mettre au point un meilleur cadre de capitalisation, améliorer la surveillance des liquidités, prendre des mesures à l'égard des mécanismes d'incitation et de rémunération qui récompensent la prise de risques accrus, et faire la lumière sur les volets non réglementés du système financier. Ce sont là des objectifs nobles, mais surtout nécessaires.

Les pays du G20 recommandent aussi, en complément des attributions de base, que les mandats de tous les organismes de réglementation financière nationaux, des banques centrales et des autres organismes financiers et normalisateurs internationaux (IASB, CBCB, AICA et OICV) tiennent compte de la

stabilité financière.

L'intégration de la stabilité financière constitue une évolution naturelle du mandat initial de réglementation de la solvabilité du BSIF; on ne peut pas avoir un système dont la stabilité est bien établie si les banques et les activités de réglementation et de surveillance laissent à désirer. Un système financier robuste est composé de banques solides, et d'un organisme de réglementation fort et indépendant. En vertu de ce nouveau mandat, nous devrions également contribuer à des discussions élargies à propos du système entier, et mettre à profit les résultats de ces échanges.

Le BSIF travaille déjà conjointement avec d'autres autorités financières fédérales, y compris la Banque du Canada et le ministère des Finances. Cela s'est avéré être un atout pour notre système, et se poursuivra.

J'ai été ravie de constater que le G20 considère qu'une vision d'ensemble du système complète une saine (suite en p.2)



## Le BSIF publie son plan triennal

Le BSIF a affiché le document Plan et priorités pour 2009-2012. Document phare du cycle de planification annuelle, le Plan fait état des dossiers auxquels nous allons accorder la priorité ainsi que des principaux facteurs de risque et des défis avec lesquels nous devons composer.

La priorité opérationnelle à long terme du BSIF continue d'être de mettre l'accent sur l'identification et la gestion des risques émergents au système financier canadien et aux institutions financières et régimes de retraite qu'il supervise.

On trouvera la version intégrale du document sur le site Web du BSIF, au [www.osfi-bsif.gc.ca](http://www.osfi-bsif.gc.ca)

### Aperçu des priorités du BSIF 2009 — 2012

- Meilleure identification des risques émergents
- Résilience des institutions et des marchés
- Normes de fonds propres
- Prise en charge des risques internes
- Normes internationales d'information financière

## Julie Dickson sur ce qui rend la réglementation efficace (suite de la page 1)

réglementation microprudentielle – et qu'elle ne la remplace pas. Certains prétendent que les organismes de surveillance des banques se sont trop concentrés sur les banques, et pas assez sur l'ensemble du système. Je réfute l'idée qu'une trop grande attention ait été portée aux banques individuelles. Si c'était vrai, il n'y aurait pas autant de banques maintenues en vie artificiellement. Une saine réglementation microprudentielle est la clé, puisqu'il n'est pas possible d'ignorer les risques que les banques prennent individuellement.

Cela montre que, alors que nous nous lançons dans de nouvelles stratégies audacieuses, nous devons garder à l'esprit certains des éléments fondamentaux essentiels à une réglementation efficace. La maîtrise de ces éléments exige une attention soutenue, et si on ne les comprend pas bien, on court un risque considérable que notre efficacité à titre d'organisme de réglementation constitue un défi permanent.

On trouvera le texte complet de l'allocation sur le site Web du BSIF, au [www.osfi-bsif.gc.ca](http://www.osfi-bsif.gc.ca)

---

## Spécification no 2009-1 du BSIF sur l'évaluation de l'actif aux fins de l'analyse de la solvabilité des régimes de retraite

À la suite de l'annonce faite dans le budget fédéral du 27 janvier 2009, le BSIF présente des règles sur le lissage des actifs aux fins de l'évaluation de la solvabilité. La spécification du surintendant énonce les règles qui s'appliquent.

Est permis le lissage des actifs jusqu'à concurrence de 110 % de la valeur marchande aux fins de la préparation des rapports actuariels visant la période débutant le 1er novembre 2008 ou par la suite. Est temporairement permis le lissage des actifs jusqu'à concurrence de 115 % de la valeur marchande dans le cas des rapports actuariels préparés aux fins de l'observation du *Règlement sur l'alègement de la capitalisation du déficit de solvabilité* et conformément à ce dernier. Ce règlement, que le gouvernement a annoncé en novembre 2008, n'est pas encore publié.

Comme il a été annoncé dans le budget fédéral, le gouvernement veillera à ce que la somme de tout report de la capitalisation qui découle de l'utilisation d'une valeur d'actif excédant 110 % de la valeur marchande soit assujettie aux règles d'une fiducie présu- mée.

Le guide d'instructions *Préparation du rapport actuariel d'un régime de retraite à prestations déterminées* renferme des spécifications plus détaillées sur l'évaluation de l'actif. Si vous avez des questions à ce sujet, veuillez communiquer avec Jean-Claude Primeau, directeur, Actuariat, politiques et agrément, à l'adresse électronique [jean-claude.primeau@osfi-bsif.gc.ca](mailto:jean-claude.primeau@osfi-bsif.gc.ca).

On trouvera le texte complet du document sur le site Web du BSIF, au [www.osfi-bsif.gc.ca](http://www.osfi-bsif.gc.ca)

---

## Le BSIF divulgue le ratio de solvabilité estimatif (RSE) des régimes de retraite privés fédéraux

Le jeudi 16 avril 2009, le BSIF a divulgué les résultats du plus récent contrôle de solvabilité des régimes de retraite privés fédéraux. Les résultats indiquent qu'au 31 décembre 2008, le ratio de solvabilité estimatif moyen des régimes de retraite privés à prestations déterminées se chiffrait à 0,85, un résultat inférieur à celui de 0,98 obtenu en juin 2008.

Selon la surintendante des institutions financières, Mme Julie Dickson, « La détérioration du niveau de capitalisation est essentiellement attribuable à la diminution de la valeur des éléments d'actif des régimes de retraite, laquelle résulte de pertes sur les placements en actions. Et si les effets de la hausse des taux d'intérêt sont peu marqués, on peut quand même constater que la reprise des taux donne lieu à une diminution de la valeur du passif. »

En décembre 2008, le BSIF a écrit aux administrateurs de régimes de retraite fédéraux au sujet des conséquences possibles de la conjoncture économique pour les régimes de retraite à prestations déterminées, enjoignant les répondants et les administrateurs de régimes de retraite de se préparer aux retombées du ralentissement économique. Il les invitait également à envisager divers scénarios à long terme, y compris la possibilité que l'économie demeure au ralenti pendant quelque temps, et à prévoir des mesures correspondant à leur niveau de tolérance au risque.

« Le BSIF continue d'encourager les répondants et les administrateurs de régimes de retraite à ajouter les exercices de simulation à leurs outils de gestion du risque, » ajoute Mme Dickson. À l'heure actuelle, le BSIF réglemente 7% des régimes de retraite privés canadiens, ce qui correspond à environ 12 % des éléments d'actif des régimes de retraite.

On trouvera le texte complet du communiqué sur le site Web du BSIF, au [www.osfi-bsif.gc.ca](http://www.osfi-bsif.gc.ca)

## Ligne directrice B-10 révisée sur l'impartition d'activités, de fonctions et de méthodes commerciales

Le BSIF a présenté la version refondue de sa ligne directrice B-10, *Impartition d'activités, de fonctions et de méthodes commerciales*, dans laquelle il énonce ses attentes à l'égard des entités fédérales (EF) qui confient certains volets de leurs activités commerciales à des fournisseurs, ou envisagent cette possibilité.

Depuis le 20 avril 2007, par suite de l'entrée en vigueur du projet de loi C-37, une entité fédérale n'a plus à obtenir le consentement du surintendant pour conserver et traiter à l'extérieur du Canada de l'information ou des données relatives à la préparation et à la tenue de certains livres de la société, livres comptables et dossiers sur les clients.

La ligne directrice B-10 ne fait donc plus mention de cette exigence, et on y énonce encore plus précisément les attentes du BSIF.

Cette refonte de la ligne directrice ne devrait nécessiter ni modification des contrats qui unissent une entité fédérale à ses fournisseurs de services, ni importantes mises à jour des politiques et méthodes de travail. Par conséquent, aucune période de grâce n'est prévue pour s'y conformer.

Prière d'adresser les questions au sujet de la présente à M. Emiel van der Velden, à [emieli.vandervelden@osfi-bsif.gc.ca](mailto:emieli.vandervelden@osfi-bsif.gc.ca).

On trouvera la version intégrale du document sur le site Web du BSIF, au [www.osfi-bsif.gc.ca](http://www.osfi-bsif.gc.ca).

---

## Nomination de Janet Harris-Campbell au poste de DPI

Le 14 avril dernier, madame Janet Harris-Campbell s'est jointe au BSIF à titre de dirigeant principal de l'information (DPI), nouveau poste créé au sein de la Division de la gestion des projets et des services de GI-TI à Ottawa.

Elle a pour fonction d'assurer un leadership auprès de la Division de la gestion des projets et des services de GI-TI de façon à nous permettre d'atteindre nos objectifs opérationnels en tirant le maximum de nos investissements en matière de gestion et de technologie de l'information.

Avant de se joindre à nous, Mme Harris-Campbell dirigeait les Services des technologies de l'information et occupait le poste de DPI à la Ville d'Ottawa. À ce titre, elle était responsable depuis 2004 de la gestion stratégique et de la prestation centralisée des services de GI-TI à 10 000 clients répartis dans 250 emplacements. Avant d'obtenir ce poste, elle a dirigé les services municipaux de gestion de projets et de l'information.

Mme Harris-Campbell est titulaire d'une maîtrise en éducation de l'Université d'Ottawa et d'un baccalauréat ès arts de l'Université Carleton.



---

## Événements du BSIF à venir

### Mai

- La séance du BSIF sur la LRPC 2009 aura lieu au Metro Toronto Convention Centre, le 6 mai.
- La surintendante Julie Dickson prononcera une allocution au Financial Services Forum à Cambridge, en Ontario, le 7 mai.
- La surintendante Julie Dickson prononcera une allocution au Asian Banker Summit 2009 à Beijing, en Chine, le 12 mai.

### Juin

- Le colloque du BSIF sur la gestion des risques pour les assureurs-vie aura lieu au Royal York Hotel à Toronto, le 9 juin.
- La surintendante Julie Dickson prononcera une allocution à INSOL 2009, à Vancouver, en Colombie-Britannique, le 21 juin.

## Fonds propres et prêts hypothécaires inversés

Le BSIF a émis la version à l'étude d'un préavis qui présente le point de vue du BSIF concernant le régime de fonds propres qu'il convient d'appliquer aux prêts hypothécaires inversés. Le préavis modifie les lignes directrices A et A-1, Normes de fonds propres (NFP) – banques et sociétés de fiducie et de prêt.

On a demandé au BSIF son avis concernant le régime de fonds propres qu'il conviendrait d'appliquer aux prêts hypothécaires inversés détenus par une institution de dépôts fédérale.

Le prêt hypothécaire inversé se rapproche davantage du placement immobilier que du prêt hypothécaire résidentiel au sens de l'Accord de Bâle. C'est un prêt à forfait, ce qui signifie que le prêteur ne peut s'en remettre qu'au bien résidentiel donné en nantissement pour obtenir le remboursement du capital, de l'intérêt et des frais encourus. En présumant qu'aucun cas de défaut ne se produit, il n'a aucun recours si le montant réalisé à la vente de la propriété est inférieur au solde du prêt hypothécaire inversé.

Pour sa part, le prêt hypothécaire résidentiel correspond avant tout à une exposition à l'égard d'un individu, exposition garantie par un bien résidentiel. En cas de manquement de la part de ce dernier ou d'insuffisance de la valeur de l'immeuble, le prêteur peut exercer un recours contre l'emprunteur. Quoi qu'il en soit, nombre des prêts hypothécaires inversés qui satisfont aux critères prévus devraient être admissibles à un coefficient de pondération des risques de 35 % sous le régime de l'approche standard.

Pour ce type de prêts, le BSIF propose de s'en tenir uniquement à l'approche standard, rejoignant ainsi l'orientation à laquelle souscrivent les autres pays qui ont ratifié Bâle.

On trouvera la version intégrale du préavis et de la lettre sur le site Web du BSIF, au [www.osfi-bsif.gc.ca](http://www.osfi-bsif.gc.ca)

## Quoi de neuf sur le Web ([www.osfi-bsif.gc.ca](http://www.osfi-bsif.gc.ca))

### Normes de divulgation annuelle (D-1, D-1A et D-1B) et de déclaration des instruments dérivés (D-6)

Le BSIF a publié la version finale de ces lignes directrices. Prière d'adresser les questions à leur sujet à Mme Karen Stothers, directrice générale, Division des pratiques comptables, à [karen.stothers@osfi-bsif.gc.ca](mailto:karen.stothers@osfi-bsif.gc.ca).

### Dépôt du Rapport sur les plans et priorités du BSIF 2009-2010

Le président du Conseil du Trésor a déposé au Parlement le Rapport sur les plans et priorités du BSIF pour l'exercice 2009-2010.

### Le BSIF lance un portail web protégé pour la production électronique de déclarations

Depuis le 23 février dernier, les institutions financières et actuelles désignés peuvent télécharger leurs fichiers sur un portail Web protégé au lieu de les expédier par la poste ou par messenger. Si vous avez des questions au sujet du dépôt des relevés, veuillez communiquer avec la Division de l'information réglementaire, au 613-990-1889.

### La délégation 2009 du FMI (article IV) au Canada

Une délégation du Fonds monétaire international était de passage au Canada du 23 février au 9 mars 2009, pour discuter avec des représentants des secteurs public et privé dans le cadre des consultations prévues avec les pays membres (article IV). Visitez le site du FMI ([www.imf.org](http://www.imf.org)) pour le communiqué, la déclaration finale et la transcription d'un appel conférence avec les représentants de la mission (disponibles en anglais seulement).

On trouvera la version intégrale des documents sur le site Web du BSIF, au [www.osfi-bsif.gc.ca](http://www.osfi-bsif.gc.ca)

## AVIS AUX ABONNÉS



Pour être informé de la parution de documents susceptibles de vous intéresser, il suffit de vous inscrire sur notre liste d'envoi la prochaine fois que vous consulterez notre site Web.

Cochez les domaines qui vous intéressent et, lorsqu'un document correspondant sera affiché, nous vous enverrons un avis par courriel assorti du lien pertinent.

## Le Pilier

Le *Pilier* est une publication de la Division des communications et des affaires publiques du Bureau du surintendant des institutions financières Canada.

Vous pouvez vous abonner gratuitement ou nous faire part de vos observations par courriel à l'adresse suivante : [lepilier@osfi-bsif.gc.ca](mailto:lepilier@osfi-bsif.gc.ca)



BSIF  
OSFI

255, rue Albert  
Ottawa (Ontario) K1A 0H2